



IDÉES FORCES

APPRENDRE

pour réaliser la promesse de l'éducation

Scolarisation n'est pas synonyme d'apprentissage. Au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, lorsqu'on a demandé à des élèves de troisième année du primaire de lire une simple phrase du genre « le nom du chien est Fido », trois quarts n'ont pas compris ce que cela voulait dire. Dans les campagnes indiennes, près de trois quarts des élèves de troisième année du primaire n'ont pas pu faire une opération de soustraction à deux chiffres comme dans « 46 - 17 ». En cinquième année, la moitié en était toujours incapable. Bien que les compétences des Brésiliens âgés de 15 ans se soient améliorées, vu leur rythme actuel d'évolution, ils n'atteindront pas la note moyenne en mathématiques des pays riches avant 75 ans, et il leur faudra plus de 260 ans pour la lecture. Tous ces pays ont évalué leurs acquis en matière d'apprentissage et publié leurs résultats. Cependant, dans de trop nombreux autres cas, le déficit d'apprentissage reste caché.

Sans apprentissage, la scolarisation n'est pas seulement une occasion manquée, elle est également une grosse injustice. En effet, les enfants les plus défavorisés de la société sont ceux qui ont le plus besoin d'une bonne éducation pour réussir dans la vie. Sans apprentissage, l'éducation ne peut être un véritable moteur d'élimination de la pauvreté et de prospérité partagée. À l'intérieur des pays, les résultats scolaires sont presque toujours plus mauvais pour les personnes défavorisées. En Uruguay, en sixième année du primaire, les enfants de familles pauvres sont jugés « incompetents » en mathématiques cinq fois plus souvent que ceux issus de milieux aisés. Encore que ces chiffres s'appliquent seulement aux enfants et aux jeunes qui ont la chance d'être scolarisés. En effet, nombreux sont ceux qui ne sont inscrits ni dans le primaire ni dans le secondaire, les membres de groupes défavorisés – enfants pauvres, filles, enfants handicapés, minorités ethniques – étant les plus susceptibles d'être déscolarisés. Ensemble, ces lacunes sévères engendrent une *crise de l'apprentissage*.

De faibles résultats scolaires ne sont pas une fatalité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Lorsque l'amélioration de

l'apprentissage est une priorité, il est possible de réaliser des progrès importants. Déchirée par la guerre et avec un très faible taux d'alphabétisation au début des années 50, la République de Corée est parvenue en 1995 à une scolarisation universelle dans un système d'enseignement de qualité jusqu'au secondaire. En fait, ses jeunes étaient classés au plus haut niveau par les évaluations internationales des performances scolaires. Le Viet Nam a pris le monde de court lorsqu'il est ressorti des résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de 2012 que ses jeunes de 15 ans avaient le même niveau que ceux d'Allemagne, alors même que le revenu du Viet Nam était nettement plus faible. Grâce à une action concertée des pouvoirs publics et à une réforme du système, le Pérou a enregistré l'un des taux de croissance les plus rapides des résultats scolaires globaux entre 2009 et 2015. Au Libéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Tonga, la lecture dans les premières classes du primaire s'est considérablement améliorée en peu de temps moyennant des actions ciblées reposant sur des données factuelles et des preuves solides.

Les trois dimensions de la crise de l'apprentissage

En premier lieu, il y a les mauvais résultats scolaires. Comme il a été décrit plus haut, les connaissances que l'on aimerait voir acquises à l'école – que ces attentes soient basées sur des programmes d'études formels, les besoins du marché de l'emploi ou tout simplement le bon sens – ne se matérialisent souvent pas. Les *niveaux d'apprentissage sont bas*, et pas seulement dans les pays les plus pauvres. De nombreux élèves affichant d'excellentes performances dans certains pays à revenu intermédiaire – comme l'Algérie, la République dominicaine ou le Kosovo – se classeraient dans le quart inférieur des élèves d'un pays moyen de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En même temps, les *inégalités en matière d'acquis scolaires sont criantes*. Vers la fin du primaire, à peine 5 % des filles appartenant au quintile des ménages les plus pauvres du Cameroun possèdent des connaissances suffisantes pour

poursuivre leurs études, contre 76 % dans le quintile le plus riche. Et *l'amélioration des acquis à tous les niveaux du système prend souvent du temps*. En fait, dans tous les pays ayant participé à de multiples cycles d'évaluation du PISA depuis 2003, l'évolution médiane de la moyenne nationale d'un cycle à l'autre était de zéro.

La deuxième dimension de la crise a trait à ses causes immédiates. Celles-ci se retrouvent dans les diverses manifestations de la rupture entre l'enseignant et l'apprenant au niveau des établissements scolaires. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2018* fait valoir que cette rupture tient à quatre facteurs clés :

- *les enfants arrivent à l'école sans être préparés à apprendre.* La malnutrition, les maladies, un faible investissement des parents et les conditions de vie difficiles en lien avec la pauvreté constituent autant d'entraves à l'apprentissage du jeune enfant. Dans les pays en développement, 30 % des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance physique : en d'autres termes, ils ont une taille inférieure à la moyenne pour leur âge, le plus souvent en raison d'une malnutrition chronique. Un mauvais départ dans la vie fait en sorte que de nombreux enfants arrivent à l'école sans être préparés à en tirer pleinement profit, les pauvres accusant un retard croissant en termes de développement cognitif durant les années précédant leur entrée à l'école primaire. Dans certains pays, l'écart qui sépare les enfants riches et pauvres en ce qui concerne leur capacité à reconnaître les lettres de l'alphabet se creuse doublement entre 3 et 5 ans. Les frais qu'il faut acquitter et les avantages auxquels il faut renoncer pour accéder à l'éducation maintiennent de nombreux jeunes hors du système scolaire, un problème aggravé par les dimensions sociales de l'exclusion que sont, entre autres, le sexe ou le handicap. Ces inégalités d'accès à l'éducation accentuent davantage les disparités en matière d'acquis scolaires.
- *Les enseignants n'ont souvent pas la motivation ou les compétences voulues pour enseigner de manière efficace.* Pourtant, ce sont eux qui influencent le plus l'acquisition des connaissances au niveau des établissements scolaires. Aux États-Unis, les élèves suivis par d'excellents enseignants apprennent trois fois plus vite que ceux dont les enseignants sont médiocres ; dans les pays en développement, la qualité de l'enseignant peut avoir une importance encore plus grande. Cela étant, la plupart des systèmes éducatifs n'attirent pas de candidats présentant de solides antécédents ou ne forment pas efficacement leurs enseignants. Par exemple, dans la quasi-totalité des pays, les élèves de 15 ans qui aspirent à devenir enseignants obtiennent des notes inférieures à la moyenne aux évaluations du PISA. Dans 14 pays d'Afrique subsaharienne, l'enseignant moyen de la sixième année du primaire ne fait pas mieux aux tests de lecture que les élèves les plus brillants du même niveau. De surcroît, une partie considérable du temps d'apprentissage se perd parce que les heures de classe sont consacrées à d'autres activités ou à cause de l'absentéisme des enseignants.

Dans sept pays de la région, un enseignant sur cinq était absent de l'établissement durant des visites-surprises des équipes d'inspection, un autre cinquième se trouvant certes dans l'enceinte de l'école, mais hors de la salle de classe. Ce diagnostic n'a pas pour but de blâmer les enseignants ; il vise plutôt à attirer l'attention sur la façon dont le système éducatif peut nuire à l'apprentissage lorsqu'il ne soutient pas ses éducateurs en première ligne.

- *Les apports n'atteignent souvent pas la salle de classe ou n'ont souvent aucune incidence sur l'apprentissage.* L'opinion publique assimile généralement la piètre qualité de l'éducation au manque d'apports comme les manuels scolaires ou les technologies pédagogiques. Il est indispensable d'allouer des ressources suffisantes au secteur de l'éducation, mais le déficit de ressources n'explique qu'une petite partie de la crise de l'apprentissage. À cet égard, une des raisons que l'on peut évoquer est que les apports n'arrivent souvent pas en première ligne. En Sierra Leone par exemple, alors que des manuels scolaires avaient été distribués aux écoles, les missions d'inspection qui ont suivi ont révélé que la majeure partie de ces manuels était enfermée dans des armoires, inutilisée. Pareillement, de nombreuses interventions technologiques échouent avant de parvenir à la salle de classe ; et même lorsqu'elles y parviennent, elles n'améliorent souvent ni l'enseignement ni l'apprentissage. Par exemple, l'initiative « d'un ordinateur portable par enfant » lancée dans plusieurs États du Brésil a connu des années de retard. Puis, même un an après que ces ordinateurs sont finalement parvenus aux salles de classe, plus de 40 % des enseignants déclaraient les utiliser rarement, voire ne les avoir jamais utilisés en classe.
- *Une gestion et une gouvernance médiocres diminuent souvent la qualité de l'enseignement scolaire.* Même si un bon chef d'établissement n'augmente pas directement les résultats scolaires, il influe indirectement sur ces derniers en améliorant la qualité de l'enseignement et en veillant à ce que les ressources soient utilisées de façon judicieuse. Une analyse minutieuse des méthodes de gestion révèle que les établissements scolaires des pays en développement sont souvent mal gérés, comparativement aux écoles de pays riches ou même aux entreprises manufacturières établies dans ces pays. Un encadrement inefficace de l'école signifie que les chefs d'établissement ne s'emploient pas activement à aider les enseignants à résoudre les problèmes, ne fournissent pas de conseils d'ordre pédagogique et ne définissent pas des objectifs qui donnent une place prioritaire à l'apprentissage. De plus, dans de nombreuses localités, les écoles n'ont pas une véritable autonomie, et l'implication des populations n'a pas d'incidence particulière sur ce qui se passe dans la salle de classe.

La troisième dimension de la crise est systémique. Tous les dysfonctionnements au niveau des établissements scolaires et des collectivités résultent de facteurs systémiques profonds — souvent invisibles

– qui éloignent les principaux acteurs de l'objectif d'apprentissage. Certes, l'exploitation efficace d'un système éducatif présente des défis *techniques* majeurs : les différents éléments du système doivent être cohérents et s'aligner sur l'apprentissage, et les acteurs à tous les niveaux doivent être capables de les appliquer efficacement. Mais beaucoup d'autres causes plus profondes de la crise de l'apprentissage sont d'ordre *politique* : les acteurs concernés peuvent poursuivre des intérêts qui divergent des objectifs d'apprentissage ; les politiciens peuvent chercher à se maintenir au pouvoir et favoriser dans cet élan des groupes particuliers (géographiques, ethniques ou économiques) ; les bureaucrates peuvent consacrer plus d'énergie à s'attirer les bonnes grâces des politiciens et des enseignants qu'à promouvoir l'apprentissage des élèves, ou chercher simplement à préserver leur influence ; l'appât du gain peut pousser les fournisseurs privés de services d'éducation – manuels scolaires, bâtiments, enseignement – à défendre des mesures contraires aux intérêts des élèves ; et quand bien même ils seraient mus par le sens du devoir, les enseignants et les autres professionnels de l'éducation pourraient user de stratégies propres à préserver leur emploi et leurs revenus. Toutefois, aucun de ces exemples ne porte à croire que les intervenants du secteur de l'éducation n'ont cure de l'apprentissage. Ce qu'il faudrait plutôt en retenir, c'est qu'il peut arriver, en particulier dans des systèmes caractérisés par une gestion déficiente, que certains intérêts concurrents fassent oublier les objectifs de promotion de l'apprentissage. Ces défis d'ordre technique et politique font en sorte que de nombreux systèmes se maintiennent dans un cycle de faibles résultats scolaires, d'absence de transparence et de fortes inégalités.

Trois mesures pour faire face à la crise

Pour progresser, une nation doit apprécier les acquis pour faire de l'apprentissage un objectif sérieux, agir à la lumière de données factuelles pour mettre l'école au service de l'ensemble des apprenants, et aligner les intérêts pour que le système tout entier favorise l'apprentissage.

Premièrement, apprécier les acquis pour faire de l'apprentissage un objectif sérieux.

- Seule la moitié des pays dispose de critères d'appréciation permettant d'évaluer les acquis à la fin du primaire et du premier cycle du secondaire – autrement dit d'indicateurs nécessaires pour apprécier l'évolution vers l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations Unies en matière d'apprentissage. Encore moins nombreux sont ceux qui ont la capacité d'assurer un suivi régulier de l'apprentissage.
- Les pays doivent mettre en place une série d'évaluations bien conçues des acquis des élèves pour aider les enseignants à orienter ces derniers, améliorer la gestion du système et amener la société à s'intéresser à l'apprentissage. Ces mesures sont de nature à mettre en évidence des exclusions cachées, à éclairer les choix stratégiques et à mesurer les progrès.

Deuxièmement, agir à la lumière de données factuelles pour mettre l'école au service de l'ensemble des apprenants.

- Les bonnes écoles sont celles qui établissent un rapport étroit entre l'enseignement et l'apprentissage dans la salle de classe. Grâce à l'innovation dans le domaine de l'enseignement et aux avancées de la recherche sur le cerveau, on assiste à une explosion de connaissances sur la manière dont les enfants apprennent plus efficacement. Cela étant, les méthodes appliquées le plus souvent dans les écoles et les collectivités s'écartent souvent largement de celles qui sont considérées, au regard des faits observés et de preuves solides, comme étant les plus prometteuses.
- Les pays peuvent s'appuyer sur ces éléments factuels pour combler cet écart et améliorer le fonctionnement des établissements d'enseignement, le meilleur point de départ étant les trois domaines clés ci-après :
 - *des apprenants préparés.* Réduire le retard de croissance et promouvoir le développement des fonctions cérébrales par la nutrition et la stimulation précoces (comme au Chili) pour que les enfants puissent s'instruire. Apporter un soutien aux enfants défavorisés pour les maintenir à l'école (comme au Cambodge).
 - *des enseignants compétents et motivés.* Attirer des talents dans l'enseignement (comme cela se fait en Finlande). Utiliser un système de formation des enseignants spécifique et récurrent, renforcé par des mentors (comme c'est le cas dans certaines régions d'Afrique), au lieu des formations ponctuelles plus courantes.
 - *apports et gestion axés sur l'enseignement et l'apprentissage.* Déployer des technologies qui permettent aux enseignants d'enseigner en tenant compte du niveau de l'élève (comme à Delhi en Inde). Renforcer les capacités et les pouvoirs de gestion des établissements d'enseignement (cas de l'Indonésie), notamment à travers les directeurs d'école.

Troisièmement, aligner les intérêts pour que le système tout entier favorise l'apprentissage.

- Toutes les innovations introduites dans les salles de classe ont peu de chances d'avoir un impact significatif si les composantes politiques et techniques du système empêchent que l'accent soit mis sur l'apprentissage. Lorsque les acteurs clés se focalisent sur leurs avantages politiques ou personnels et non sur les objectifs d'apprentissage, même des innovations bien conçues ne peuvent être transposées à une échelle plus grande ou soutenues. Il est donc essentiel de mobiliser toutes les parties concernées par l'apprentissage et d'harmoniser leurs interventions pour que le système tout entier fonctionne.
- Les pays peuvent échapper au piège des faibles résultats scolaires en agissant sur trois fronts durant la mise en œuvre des réformes :
 - *diffuser des informations et des indicateurs* pour donner une certaine visibilité politique à l'apprentissage

(comme l'ont fait les organisations non gouvernementales ASER et Uwezo en Inde et en Afrique de l'Est respectivement).

- former des coalitions afin d'inciter les politiques à promouvoir l'apprentissage pour tous (comme l'a fait le Chili dès le début de sa réforme de l'éducation qui a duré plusieurs décennies ou, plus récemment, la Malaisie et la Tanzanie dont les programmes de réforme ont été élaborés dans le cadre de « laboratoires » réunissant toutes les composantes de la société).
- avoir recours à des approches innovantes et évolutives pour identifier les méthodes qui cadrent le mieux avec le contexte spécifique de chaque pays (comme l'a fait le Burundi pour reconstruire son secteur de l'éducation après le conflit).

Ensemble, ces trois séries de mesures peuvent engendrer un système dont les éléments sont cohérents et s'alignent tous sur l'apprentissage (figure 1). Pour que l'investissement dans l'éducation porte tous ses fruits, le système éducatif doit être cohérent et aligné sur l'apprentissage. Eu égard aux multiples avantages (financiers et autres) que procure l'éducation aux particuliers comme à la société, il va sans dire que certains pays doivent investir davantage dans ce secteur, surtout au moment où un plus grand nombre de jeunes achèvent leurs études primaires et secondaires et accèdent à l'enseignement supérieur. En même temps, presque tous les pays doivent améliorer la qualité de leur dépense. Bien que le lien entre les dépenses publiques consacrées à l'éducation et les résultats scolaires soit faible, des investissements judicieux peuvent produire de bons résultats. Conjugué aux mesures exposées ci-dessus, le financement de l'éducation peut aider à sortir les systèmes éducatifs du piège que représentent de faibles résultats scolaires et d'élargir ainsi les possibilités.

Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation

Ce que l'on gagne par ces efforts, c'est une éducation au service de la croissance et du développement. Lorsqu'elle est fournie de manière satisfaisante, l'éducation permet de remédier à toute une série de maux qui minent la société. Pour les particuliers, elle contribue à l'emploi, aux revenus, à la santé et à la réduction de la pauvreté. Pour la société, elle favorise la croissance économique à long terme, stimule l'innovation, renforce les institutions et consolide la cohésion sociale. Mais comme l'attestent des preuves de plus en plus nombreuses, ce sont les compétences acquises par l'éducation, et pas seulement les années passées à l'école, qui stimulent la croissance et préparent les individus au travail et à la vie.

Les réformes entreprises dans le but de renforcer l'apprentissage permettront aux pays de profiter des nombreux bienfaits de l'éducation. Par exemple, même une amélioration relativement modeste de l'apprentissage, qui mettrait tous les élèves au niveau de l'élève moyen au Brésil, est de nature à accélérer la croissance à long terme d'un pays à revenu intermédiaire comme le Mexique ou la Turquie d'environ 2 points de pourcentage par an. L'évolution rapide des technologies souligne davantage l'importance de ces compétences de base, car celles-ci permettent aux travailleurs et aux citoyens de s'adapter rapidement aux nouvelles opportunités. Les pays ont déjà commencé à agir dans ce sens en scolarisant autant d'enfants et de jeunes que possible. Il est temps de réaliser la promesse de l'éducation en accélérant les efforts visant à concrétiser l'objectif d'apprentissage pour tous.

Figure 1 Cohérence du système et alignement sur l'apprentissage

